VILLE DE PARIS

les études de l'OBSERVATOIRE SOCIAL

Novembre 2026

LES PERSONNES SANS-ABRI A PARIS :

RETOUR SUR LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE LA NUIT DE LA SOLIDARITE 2026

Note réalisée par l'Observatoire social de la Ville de Paris, en lien avec la Mission Urgences Sociales et la Sous-Direction de l'Insertion et de la Lutte contre l'Exclusion

A partir d'un travail complet de l'Apur, disponible à ce lien : Nuit de la Solidarité à Paris et dans la Métropole du Grand Paris | Apur

Etude | Nuit de la Solidarité | Sans-abrisme

Sommaire

Introduction **4**

1. Une augmentation des personnes décomptées en rue à Paris dans un contexte national préoccupant **5**

1.1. Des évolutions marquées sur un an 5

1.2. Des familles et des jeunes en situation de rue, mis à l'abri par la Ville 6

1.3. Parmi les hommes isolés, une recrudescence des campements 6

2. Une géographique particulière du sans-abrisme à Paris **8**

3. Ce que disent les personnes en rue interrogées le soir de la nuit **10**

3.2. Des personnes sans-abri n'ayant pas toujours accès à l'offre de service parisienne .11

3.3. Des personnes sans-abri répondantes aux profils variés 12

Introduction

La Nuit de la Solidarité (NDLS) constitue une opération clé pour rendre compte du nombre de personnes sans-abri à Paris. Elle est également l'occasion de mener une réflexion sur la manière dont l'offre et l'accompagnement social proposés répondent aux besoins des premiers concernés. La NDLS est également un levier partenarial et un point d'appui important à la fois pour comprendre les spécificités parisiennes et explorer la dimension métropolitaine du sujet. En effet, les trajectoires d'errance ne s'arrêtent pas au territoire parisien. La présente note porte sur le décompte mené à Paris et propose une mise en perspective des données collectées dans le cadre de la Nuit de la Solidarité au regard des enjeux parisiens. Elle fait également état de l'initiative métropolitaine qui concerne 34 communes volontaires en 2026 sur les 130 communes de la Métropole du Grand Paris (soit un tiers du territoire couvert).

La NDLS, une démarche visant à produire de la connaissance, mais aussi à sensibiliser le grand public et à développer l'engagement citoyen

La NDLS mobilise plus de 2 200 bénévoles dans les 33 communes participantes du Grand Paris (couvrant 423 secteurs), et 2 000 personnes à Paris *intramuros* (couvrant 357 secteurs). Deux rapports sont produits à l'issue des deux démarches, et ont été publiés par l'Apur la semaine du 6 juillet 2026[1]. Dans le cadre du questionnaire envoyé aux bénévoles parisiens à la suite de l'opération, auquel plus de 700 personnes ont pris le temps de répondre, 87 % déclarent envisager s'engager à nouveau pour la prochaine édition de la NDLS, et 89 % souhaitent poursuivre un engagement associatif bénévole avec les acteurs de la solidarité. Par ailleurs, comme chaque année, sur l'ensemble des personnes inscrites, près des deux tiers indiquaient n'avoir jamais participé à la Nuit de la Solidarité, et plus des trois quarts ne pas participer régulièrement à des maraudes. Ces résultats témoignent du rôle « tremplin » de la Nuit de la Solidarité, représentant pour de nombreuses personnes la première étape d'un engagement dans une action bénévole en faveur des personnes sans-abri, notamment par l'intermédiaire de la Fabrique de la Solidarité de la Ville de Paris.

[1] Notes disponibles à ce lien : Social et inclusion à Paris et dans le Grand Paris | Apur

1 Une augmentation des personnes décomptées en rue à Paris dans un contexte national préoccupant

3 858 personnes ont été rencontrées lors de la 9ème édition de la NDLS, et étaient donc sans solution d'hébergement durant la nuit du 22 janvier 2026. Ce résultat marque une forte hausse par rapport à 2025 (+351 personnes, soit +10 %). Il s'agit du décompte le plus élevé depuis le lancement de la NDLS en 2018. Ces chiffres ont largement évolué selon les contextes des 8 dernières années, atteignant leur minimum en sortie de crise sanitaire (2 598 personnes rencontrées en 2022). L'année 2026 marque ainsi une augmentation de +1 260 personnes par rapport à 2022 (+48 %).

Ce chiffre s'inscrit dans un contexte national préoccupant. On constate ainsi depuis plusieurs années une hausse sans précédent du nombre de personnes sans domicile en France (350 000 personnes en 2025 selon la Fondation pour le Logement des Défavorisés, contre 300 000 en 2020[2]). A Paris, on observe une diminution des sorties positives vers un logement pérenne des personnes sans domicile (environ 3 800 en 2025[3]) dans un contexte de durcissement du marché locatif et de saturation de l'hébergement d'urgence, notamment en région parisienne.

Ce chiffre masque par ailleurs la richesse de l'offre d'hébergement et d'accompagnement au sein de la Capitale. En 2024, Paris concentre 21 % des places d'hébergement disponibles à l'échelle nationale (hors dispositif national d'accueil) alors que la population parisienne représente 3,2 % de la population nationale. La Ville a par ailleurs développé de nombreux services pour favoriser l'accès aux droits des personnes sans domicile (bains douches, bagageries, halte-femmes, accueils de jour, lieu de domiciliation).

1.1. Des évolutions marquées sur un an

La NDLS 2026 donne à voir, sur un an :

- **un nombre de personnes rencontrées dans des groupes de 20 personnes presque doublé sur un an :** près d'une personne sur 5 est rencontrée dans un groupe de 20 personnes ou plus, soit près de 700 personnes, contre 388 l'année dernière (+80 %). 16 groupes de 20 personnes ou plus ont été rencontrés, contre 10 l'année dernière.

[2] Voir 30e rapport sur l'état du mal-logement en France 2025

[3] Ce chiffre, issu des « Chiffres Clés des personnes sans domicile à Paris », intègre le nombre de ménages auparavant sans domicile accédant au logement social, le nombre de ménages accédants à une Pension de Famille, ainsi que ceux accédant à un dispositif d'intermédiation locative. Voir : L'Observatoire social parisien - Ville de Paris

- **une baisse du nombre de femmes décomptées sur un an** (291, soit 11 %, contre 338, soit 14 % en 2025). Cette évolution s'explique principalement par l'ouverture de places d'hébergement en direction de ce public dans le cadre du plan grand froid.
- **une légère augmentation du nombre de personnes rencontrées seules** (2 241 personnes en 2026 contre 2 083 en 2025, soit + 133 personnes, mais une part stable sur l'ensemble des personnes rencontrées).

1.2. Des familles et des jeunes en situation de rue, mis à l'abri par la Ville

Au 25 juin 2026, plus de 2 660 personnes sont mises à l'abri par la Ville de Paris, notamment 2 000 dans 16 sites de mise à l'abri provisoire. Ce nombre de places de mises à l'abri a plus que triplé en deux ans (+1 362 places par rapport à 2025, et +1 789 places par rapport à 2024), et alerte sur la difficulté de ces personnes à faire valoir leur droit à l'hébergement d'urgence. Les retours de terrain font état d'une augmentation de femmes avec des risques d'expositions fortes à des violences sexuelles, ou encore des personnes dont la santé mentale est très dégradée ; autant d'hypothèses qui ne peuvent être vérifiés par la NDLS mais qui mériteraient d'être creusées dans le cadre d'études complémentaires.

Par ailleurs, dans le cadre de sa compétence obligatoire, en janvier 2026, la Ville héberge également plus de 2 072 personnes au titre des prises en charge hôtelières « aide sociale à l'enfance » (+ 550 places en un an). L'Etat a également orienté une partie de son offre d'hébergement d'urgence en direction des familles, si bien que le nombre de mineurs en familles rencontrés le soir de la Nuit est en baisse entre 2025 et 2026.

1.3. Parmi les hommes isolés, une recrudescence des campements

La difficulté d'adhésion des hommes isolés aux solutions d'hébergement qui leur sont proposées (principalement en SAS province [4]) conduit au maintien, voire au développement, des campements d'hommes isolés dans Paris intramuros (promenade urbaine, Paris Centre, etc.), sans qu'il ne soit possible de les résorber en raison de l'absence de places adaptées.

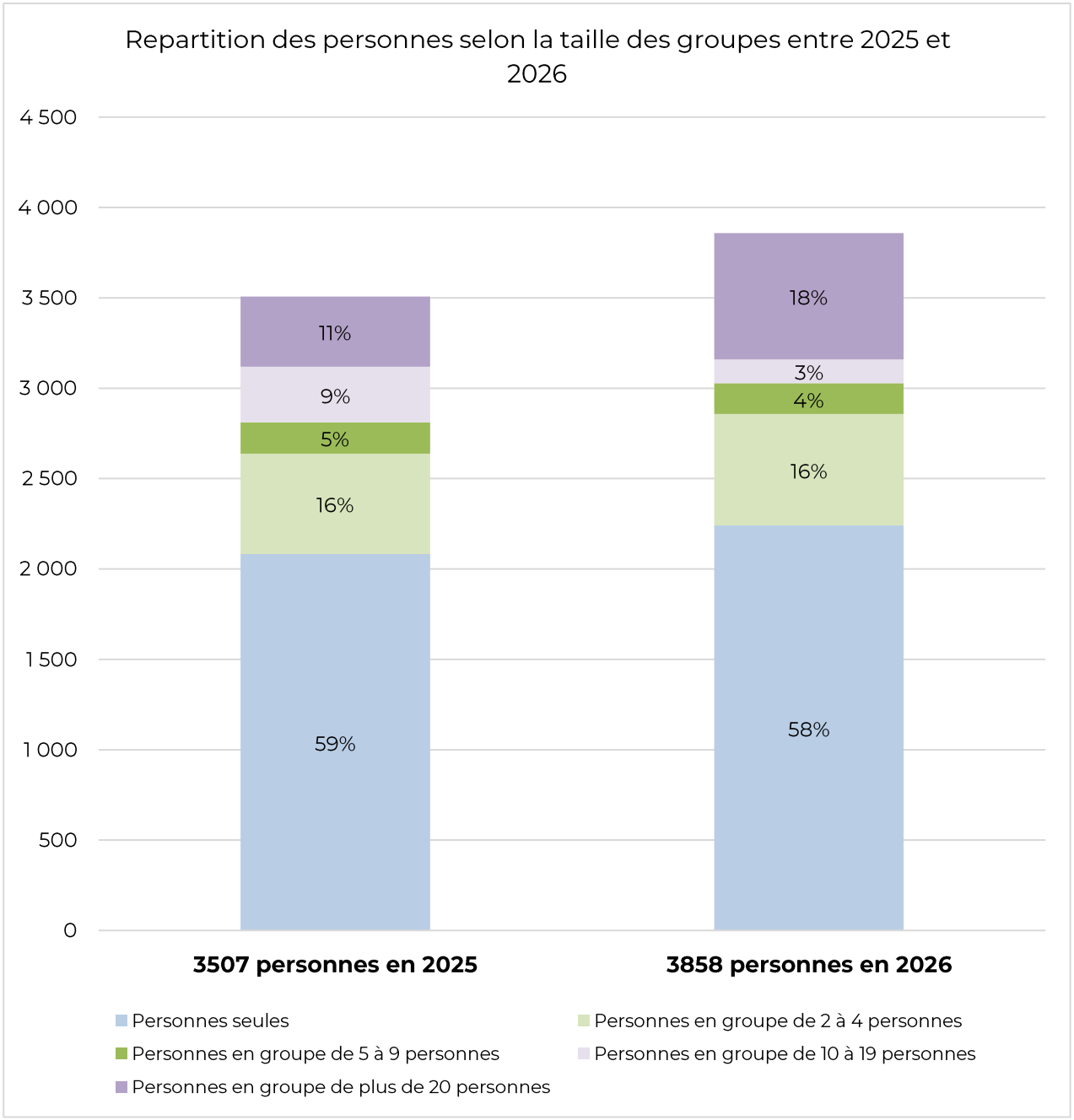
La part de personnes en groupe de 20 personnes ou plus augmente sensiblement sur un an. L'édition 2026 est en effet marquée par la présence de grands campements, accueillant des publics exilés extra-communautaires pour certains, et des familles Roms[5]

[4] Les sas régionaux, créés en 2023, visent à réduire la présence en rue des migrants franciliens et à leur offrir une prise en charge sanitaire, sociale et administrative. Ces centres d'hébergement temporaires accueillent des personnes volontaires de tout statut administratif à la suite d'opérations de mise à l'abri. Voir : Répartition des migrants en régions : un dispositif efficace ? | Vie publique

[5] A Paris, 4 des 20 groupes étaient des campements de familles Roms ou assimilés (soit 117 personnes).

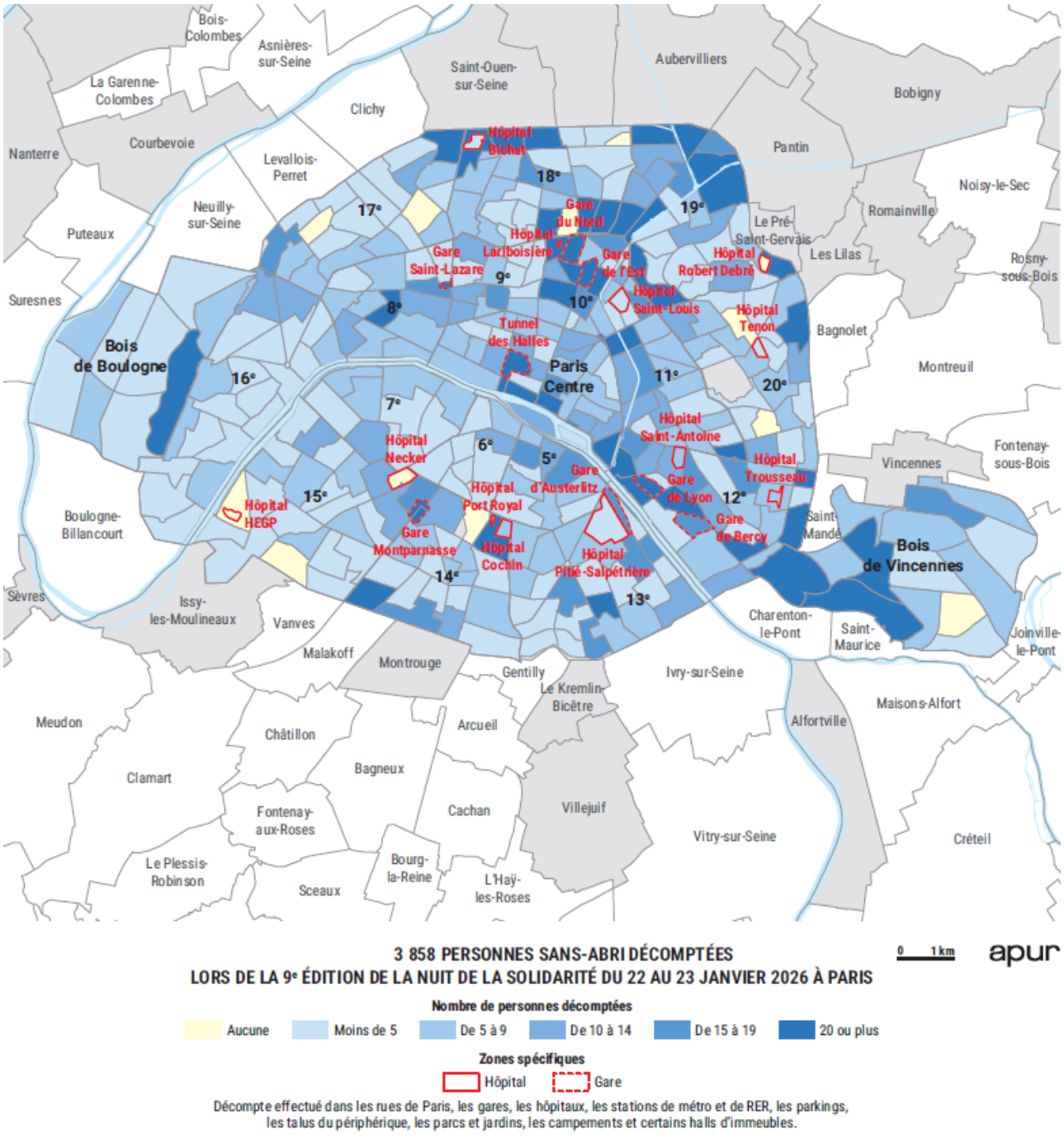
pour d'autres. Le nombre de personnes décomptées dans ce type de campements a augmenté de +80 % en un an (passant de 388 à 698).

Ces groupes de 20 personnes ou plus peuvent être installés en pleine rue, sur des talus ou dans des campements aux abords des portes ou dans des espaces plus isolés.



Source : Nuit de la Solidarité 2025 et 2026, Ville de Paris – Traitement Apur, Ville de Paris

2 Une géographique particulière du sans-abrisme à Paris



Source : Nuit de la Solidarité 2026, Ville de Paris – Traitement Apur

Alors qu'au sein du Grand Paris, les personnes sans-abri sont concentrées sur des secteurs ciblés, à Paris, seuls 16 secteurs sur 357 ne comptent aucune personne sans-abri. Tous les arrondissements sont donc concernés, dans des proportions en revanche diverses. Les personnes sont principalement rencontrées dans les arrondissements du

Nord et de l'Est parisien, proches et dans les gares et stations de métros, mais aussi aux abords des portes de Paris, dans les bois de Vincennes et de Boulogne.

A Paris, 6 personnes sur 10 sont décomptées en rue (contre 4 sur 10 dans les 33 communes de la Métropole). Par ailleurs, une personne sur 10 est dans le métro ou dans les gares à Paris (contre 2 % pour la Métropole).

Les modes d'installation sont également très différents. A Paris, la moitié des personnes sont sans aucun abri (contre 29 % dans les 33 communes de la métropole), et plus d'une sur trois est en tente (contre 7 % dans les 33 communes de la métropole).

Hors Paris, les personnes décomptées sont majoritairement en cabane (48 % contre 9 % à Paris). Cette distinction s'explique principalement par la présence forte de bidonvilles au sein des communes de la Métropole du Grand Paris.

3 Ce que disent les personnes en rue interrogées le soir de la Nuit

Sur les 3 858 personnes décomptées, 1 065 personnes ont accepté d'échanger avec les bénévoles (contre 932 en 2025).

Point méthodologique :

L'entretien est fondé sur l'anonymat et la possibilité pour la personne de répondre à tout ou partie des questions posées par les bénévoles. L'échantillon n'est donc pas représentatif, ni entièrement comparable d'une année sur l'autre. Néanmoins, l'importance du volume de répondants et les tests de significativité opérés permettent de dégager des tendances sur lesquelles il est possible de s'appuyer. Parmi les non réponses : 61 % ne souhaitent pas répondre, ont évité le contact ou étaient inaccessibles, 34 % dormaient, et 5 % ne maitrisaient pas la langue.

Pour l'opération coordonnée par la Métropole du Grand Paris, les réponses sont à prendre avec plus de précaution car seulement 33 communes ont organisé le décompte sur leur territoire et le nombre de personnes répondant à chaque question ne dépasse pas les 300 personnes.

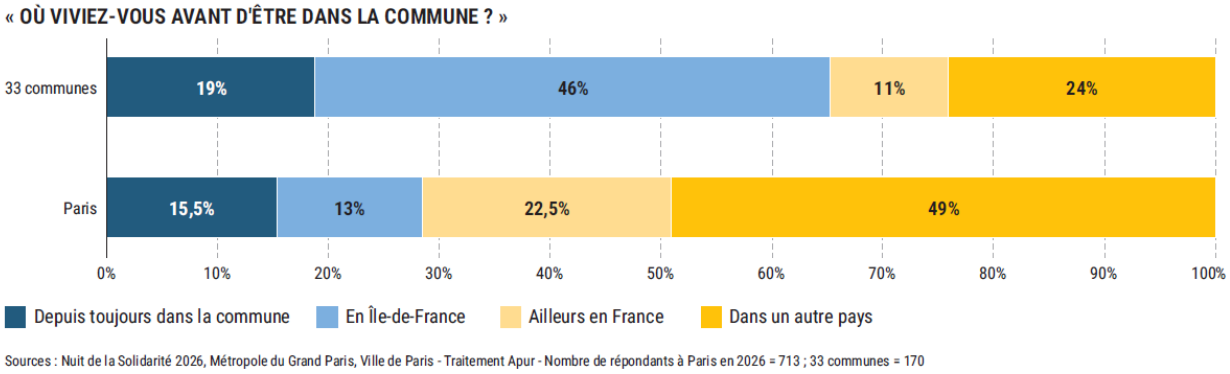
3.1. Des personnes sans-abri évoquant un parcours fait de discontinuités

Les échanges avec les personnes sans-abri au sujet de leur parcours de rue donnent à voir une forte discontinuité des parcours, également démontrée par les recherches scientifiques récentes[6].

A Paris, près d'un tiers des personnes interrogées le soir de la Nuit étaient hébergées chez un tiers[7] avant d'être en situation de rue, en hausse par rapport à 2025 (31 % contre 27 %) contre près de la moitié au sein de la Métropole. Enfin, 22 % des répondants évoquent une situation de rue après une fin de prise en charge en centre d'hébergement. La moitié d'entre elles indiquent, par ailleurs, avoir vécu plusieurs passages en rue au cours de leur vie, et trois sur dix indiquent être sans-abri depuis plus de 5 ans.

[6] Voir aussi : Sans-abri : expériences et politiques. (2023). Revue française des affaires sociales, https://shs.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2023-1?lang=fr.
[7] Voir l'étude de l'Observatoire du Samusocial sur le sujet de l'hébergement chez des tiers : Hebtiers - Être hébergé chez des tiers et recourir aux services d'aide - Samusocial de Paris

A Paris, près de la moitié des personnes viennent de l'étranger[8] (contre un quart dans la Métropole). Le graphique ci-dessous, qui compare les réponses de la Paris et des 33 communes de la métropole, laisse entrevoir une circulation des publics entre Paris, la Métropole et l'Ile-de-France (près de la moitié des personnes rencontrées hors Paris évoquant notamment être passées par d'autres villes franciliennes précédemment).

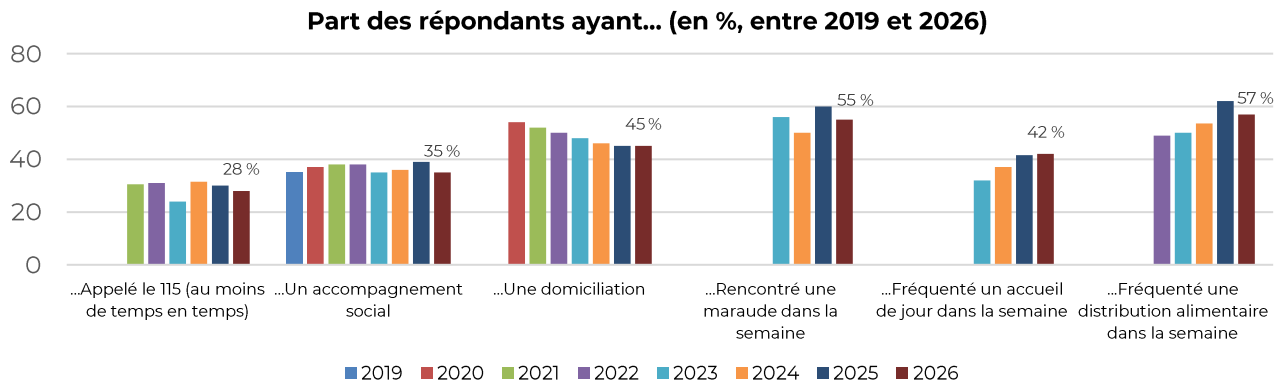


Source : Nuit de la Solidarité 2026, Métropole du Grand Paris, Ville de Paris – Traitement Apur
Nombre de répondants à Paris en 2026 : 713 / Dans les 33 communes de la métropole : 170.

A Paris, 7 personnes interrogées sur 10 envisagent de rester dans la commune dans les mois à venir et 16 % ne savent pas ce qu'ils feront (ces proportions sont les mêmes au sein de la Métropole). Dans les réponses, il n'existe pas de différence significative selon les hommes et les femmes. En revanche, plus l'âge augmente, plus la part de personnes souhaitant rester dans la commune est forte.

3.2. Des personnes sans-abri n'ayant pas toujours accès à l'offre de service parisienne

Les données recueillies le soir de la Nuit permettent d'approcher le recours à l'offre. Dans cette partie, selon les questions, le nombre de répondants oscille entre 281 et 873. Les données sont donc à prendre avec précaution.
De manière globale, le recours à certains services semble plus fréquent que d'autres. Par ailleurs, les tendances depuis 2019 sont variables selon les dispositifs dont il est question.



Source : Nuit de la Solidarité 2026, Ville de Paris – Traitement Apur, Ville de Paris

[8] Voir la synthèse de l'Observatoire Social, « Migration et sans abrisme » : L'Observatoire social parisien - Ville de Paris

- **ecours au 115 :** moins de 3 répondants sur 10 expliquent appeler encore le 115. La tendance est identique au sein de Paris et de la Métropole, et est en baisse sur deux ans.
- **Domiciliation :** concernant la réception du courrier, 45 % des personnes interrogées indiquent avoir une domiciliation (dont 10 % déclarent être domiciliées ailleurs en Ile-de-France)[9]. Ce chiffre est en baisse entre 2025 et 2026, alors même que plus de 100 000 personnes sont domiciliées à Paris en 2026.
- **Aide alimentaire :** Moins de 6 personnes interrogées sur 10 ont recours à l'aide alimentaire à Paris. Ce résultat est corroboré par de nombreux acteurs de terrain (Fédération des acteurs de la solidarité - FAS, Observatoire du Samusocial de Paris, Action contre la Faim - ACF, etc.) qui s'inquiètent du nombre de personnes en rue en situation de faim sévère. Cette situation est d'autant plus paradoxale que sur l'ensemble de l'année 2025, 13 millions d'équivalents-repas ont été distribués[10], soit une offre multipliée par plus de trois depuis 2019.

3.3. Des personnes sans-abri ayant des profils variés

- **Une distinction notable entre les personnes seules et les personnes en campement**

La situation en rue est différente selon l'âge : 82 % des plus de 55 ans sont rencontrés seuls, contre 32 % des 18-24 ans.

Par ailleurs, en ce qui concerne les personnes rencontrées en groupe de 20 personnes ou plus :

- 70 % sont sans-abri depuis moins d'un an, contre 28 % des personnes seules ;
- 66 % étaient à l'étranger avant d'être à Paris, contre 44 % des personnes seules ;
- 92 % n'appellent pas ou plus le 115, contre 69 % des personnes seules ;
- 5 % ont une demande de logement social, contre 23 % des personnes seules.

- **Des vulnérabilités et des profils différents selon l'âge**

Les moins de 25 ans représentent près de 10 % des personnes rencontrées lors de la NDLS, un chiffre en hausse par rapport à l'année dernière (7 %). Les jeunes rencontrés ont des profils plus variés que les autres tranches d'âge (un tiers sont rencontrés seuls, un tiers en groupe de moins de 20 personnes, un tiers en groupe de 20 personnes ou plus). Ils sont, pour 70 % des jeunes interrogés, arrivés à Paris sans logement ou n'ont jamais eu de logement, et sont, pour plus de la moitié, sans-abri depuis moins d'un an. Ils sont par ailleurs plus éloignés de l'offre disponible que la moyenne des personnes en rue, ce qui pourrait notamment s'expliquer par une arrivée récente sur le territoire : ils

[9] Ces chiffres sont sur un total d'environ 700 répondants à cette question.
[10] Comprend des repas chauds, en restauration assise, ou bien des colis, des distributions à destination des étudiants ou des équivalents-repas en épiceries sociales et solidaires.

sont moins souvent domiciliés, accompagnés socialement, et déclarent moins souvent avoir accès aux services (comme l'eau potable ou les soins).

Les 55 ans et plus, représentent 17 % des personnes rencontrées[11]. Parmi eux, 8 personnes sur 10 ont été rencontrées seules, posant de manière accrue l'enjeu bien documenté par la recherche de l'isolement des séniors[12]. Contrairement aux jeunes, les personnes âgées interrogées indiquent plus souvent, comme cause de sans-abrisme, le fait d'avoir été expulsés de leur logement : 19 % des 55-69 ans indiquent ce motif, et jusqu'à 25 % pour les 70 ans et plus (contre 11 % sur l'ensemble de la cohorte)[13]. Cette part des personnes plus âgées indiquant être expulsées est significative, alors que les expulsions locatives apparaissent, à Paris, en légère baisse depuis 2021 (943 expulsions en 2025, contre 1 006 en 2021), à rebours des tendances nationales.

- **Des personnes qui ont un revenu et sont pourtant sans-abri**

Parmi les personnes ayant répondu à cette question (soit 644 personnes), 23 % déclarent avoir un emploi en 2026 dont 5 % déclaré et 18 % non déclaré. La part de répondants indiquant exercer un emploi non déclaré n'a jamais été aussi élevée depuis 2018, et est en augmentation de +5 % sur un an.

- **Des différences de genre marquées dans la situation des répondants**

Les réponses des femmes sans-abri interrogées montrent des différences de genre importantes[14]. Les femmes sont :

- Moins rencontrées seules (46 %, contre 61 % des hommes), et plus souvent rencontrées en groupes de 20 personnes ou plus (18 % contre 14 % des hommes)[15] ;
- Moins nombreuses à être arrivées à Paris sans logement ou n'avoir jamais eu de logement (32 % contre 52 % des hommes) ;
- Davantage à avoir été expulsées d'un logement (19 %, contre 9 % des hommes).

Par ailleurs, les femmes semblent plus souvent bénéficiaires d'un accompagnement social (53 % contre 34 % des hommes) et domiciliées (51 %, contre 45 % des hommes). Enfin, elles ont plus souvent une demande de logement social en cours (34 % contre 19 % des hommes).

[11] Voir la synthèse de l'Observatoire Social, « Le Vieillissement des personnes sans domicile » : L'Observatoire social parisien - Ville de Paris

[12] La Direction de l'Aattractivité et de l'Emploi et la Direction des Solidarités de la Ville de Paris soutiennent actuellement une recherche poursuivie par l'EHESS sur le sujet. Voir : Recherche - SENIORSOLITUDE

[13] Sur 565 personnes ayant renseigné l'âge et la raison du sans-abrisme

[14] Voir la synthèse de l'Observatoire Social, « Les femmes sans domicile : l'impensé du genre » : L'Observatoire social parisien - Ville de Paris

[15] Une hypothèse expliquant ces résultats pourrait être une sous-estimation des femmes seules liée aux stratégies d'invisibilisation que ces publics peuvent employer en rue.


PARIS
SOLIDARITÉS